

**L'enquête autour de la Fondation Open Dialogue est une forme de pression politique.
Entretien de NewsMaker (NM) avec George Kent, conseiller du secrétaire d'État américain.**

- Galina Vasileva, NewsMaker
- Chisinau, le 07.12.2018

Le conseiller du secrétaire d'État américain, George Kent, responsable des relations avec la Moldavie et les pays d'Europe orientale, s'est rendu à Chisinau les 5 et 6 décembre. Dans une interview accordée à la rédactrice en chef de NewsMaker Galina Vasileva, Kent a expliqué comment les États-Unis évalueront les élections moldaves, si Washington soutient le Parti démocrate et son chef Vladimir Plahotniuc, si les Américains croient à la « trace russe » au sein de l'opposition moldave et ce qu'ils pensent de l'enquête concernant la Fondation Open Dialogue.

« *Cela doit cesser immédiatement* ».

En février, des élections législatives auront lieu en Moldavie. Les autorités ont modifié la loi électorale, contrairement aux recommandations des organisations internationales et malgré l'absence d'un large consensus dans le pays. Des amendements au code électoral ont même été introduits dans la dernière ligne droite. Cela pourrait-il avoir un impact sur la reconnaissance des élections de février par les observateurs ?

C'est une question hypothétique, et les diplomates américains ne répondent pas aux questions hypothétiques. La Commission de Venise et l'OSCE/BIDDH sont des organisations européennes largement reconnues qui sont des experts en matière de normes pour la tenue d'élections démocratiques. La Commission de Venise recommande généralement qu'aucune modification ne soit apportée à la loi électorale au cours de l'année précédant les élections. Dans chaque pays, l'électorat a besoin de temps pour comprendre les règles selon lesquelles les élections auront lieu.

Les amis de la Moldavie souhaitent que la campagne préélectorale et les élections elles-mêmes se déroulent dans le respect de la loi et des valeurs et normes que nous partageons avec la République de Moldavie. Tous ceux qui veulent se porter candidats à ces élections devraient avoir la possibilité de le faire, sans ingérence ou influence extérieure. Les partis politiques qui souhaitent participer au processus électoral devraient avoir la possibilité de le faire. L'égalité d'accès aux médias devrait également être assurée. Les institutions de l'État ne devraient pas empêcher les candidats d'exercer leur droit de rencontrer les citoyens.

En principe, le processus préélectoral a déjà commencé, même si les élections auront lieu en février. Nos conclusions seront basées sur ce qui s'est passé avant, pendant et après les élections. Je ne m'exprimerai pas prématurément. Cependant, un ou deux jours après les élections, vous apprendrez certainement notre position à travers l'ambassadeur des États-Unis en République de Moldavie.

Nous avons eu le cas non hypothétique où notre parti a été exclu de la course électorale, prétendument en raison d'un financement étranger. Aujourd'hui, en Moldavie, nous avons un scandale avec la Fondation Open Dialogue et plusieurs partis d'opposition pro-européens ont été accusés de recevoir de l'argent de l'étranger. Si l'un des partis de l'opposition est exclu de la course pour cette raison, les élections peuvent-elles être considérées comme incompatibles avec les normes internationales ?

Dans tous les pays, y compris en Moldavie, les institutions de l'État ne devraient pas compliquer la participation des partis aux élections. Quand je parle de gouvernement,

d'institutions de pouvoir, je veux dire non seulement l'administration, mais aussi le pouvoir judiciaire, qui ne doit pas revoir et créer à partir de zéro des solutions évidentes, reconnues par le peuple. C'est ce qui s'est passé à Chisinau avec l'élection du maire. Il me semble que la réaction des États-Unis et de nos partenaires européens était évidente.

Je pense que l'enquête de la commission parlementaire sur les deux partis politiques, ainsi que sur la Fondation Open Dialogue, est une forme de pression politique. Il faut arrêter cela immédiatement.

« La Russie tente-t-elle d'influencer les élections en Moldavie ? Sans aucun doute, elle tente de le faire ».

Traditionnellement, avant les élections moldaves, une série sur les « espions russes » commence. Cette fois-ci, elle se développe autour de la Fondation Open Dialogue, que l'on a associée à des journalistes, des militants et des hommes et femmes de l'opposition qui critiquent les autorités. Bien sûr, tout cela a été fait dans le but de discréditer les membres de l'opposition politique pro-européenne en interne et aux yeux des partenaires étrangers. Ont-ils réussi ? Croyez-vous à la « trace russe » au sein de l'opposition moldave pro-européenne ?

Votre question contient de nombreux éléments. Ce ne sont plus des hypothèses. L'un de ces éléments est la campagne électorale négative, ce que l'on appelle « jeter de la boue ». Malheureusement, dans de nombreux pays, et pas seulement en Moldavie, la campagne négative est un instrument efficace. Souvent, les gens ne votent pas « pour », mais « contre ».

La Russie tente-t-elle d'influencer les élections en Moldavie ? Sans aucun doute, elle le fait. Il y a deux ans, la Russie l'a également fait aux États-Unis et l'année dernière, en France. Ce n'est donc pas une question hypothétique. C'est un fait - il y a de l'influence. Nous soutenons le droit du peuple moldave à choisir librement sa voie, son orientation géostratégique, etc. D'autres acteurs tentent d'influencer le résultat de ce choix. Donc, si vous voulez une réponse brève, oui [la trace russe est présente – N. de la R.]. Mais à cet égard, il existe là aussi de nombreux éléments constitutifs.

Et malgré cela, croyez-vous à la « trace russe » au sein de l'opposition moldave pro-européenne, comme l'indique le Parti démocrate de Moldavie (PDM) au pouvoir ?

L'un des éléments dont nous parlons est la désinformation. Il y a une véritable désinformation russe, et il y a un autre élément - les gens qui essaient d'utiliser la désinformation pour influencer le processus préélectoral. Ce n'est pas à moi de m'exprimer à ce sujet. Une fois de plus, cependant, nous soutenons les principes démocratiques, afin que les citoyens moldaves puissent décider librement de ce qui est le mieux pour leur pays.

Puisqu'on parle de désinformation... Nous avons interdit l'information russe et, en même temps, la propagande interne est florissante. Pensez-vous qu'il soit normal de combattre la propagande par des interdictions ? Et comment pouvons-nous lutter contre la propagande, y compris la propagande interne ?

Il devrait y avoir un espace médiatique libre et ouvert dans chaque pays, dans lequel chaque individu a le droit d'exprimer son opinion. Votre question concerne la Moldavie. Il y a un espace médiatique moldave. Et il y a l'espace de propagande russe. Les médias russes ont-ils le droit de mener leur campagne de propagande sur le territoire de la République de Moldavie? Tous les pays : La France, les États-Unis ou la Moldavie ont le droit d'établir des

règles pour la télévision. La liberté d'expression ne signifie pas que chaque organe de presse a le droit de mener ses activités médiatiques sans entrave sur le territoire d'un pays. Les médias doivent respecter les lois des pays dans lesquels ils ont l'intention d'exercer leurs activités.

Il y a un autre élément important ici, c'est la guerre hybride. La Fédération de Russie essaie d'utiliser les règles qui existent dans un État libre, dans une société libre, pour attaquer cette société libre. Ce problème existe aujourd'hui dans de nombreux pays. Nous l'avons également vu aux États-Unis, où la Fédération de Russie a utilisé différentes techniques via les médias sociaux, Facebook, Twitter. Des comptes fictifs donnaient l'impression que les Américains s'attaquaient mutuellement sur les réseaux sociaux.

C'est pourquoi il s'agit d'une question très complexe. Les citoyens ont besoin d'avoir accès à l'information, mais toutes les informations ne sont pas vraies, certaines sont de la propagande. Et chaque pays est confronté au problème : comment garantir l'accès à l'information, mais pas à la propagande.

« De nombreux hommes et femmes politiques étrangers viennent à Washington. Cela ne veut pas dire que le gouvernement américain les soutient ».

Plusieurs sociétés de lobbying américaines font du lobbying pour le Parti démocrate au pouvoir. Le Conseil de l'Atlantique organise des réunions dont les personnages principaux sont les démocrates et le dirigeant du PDM, Vladimir Plahotniuc. Les membres du Congrès américain lui souhaitent la bienvenue et font l'éloge du PDM. Dans le pays, on a l'impression que les États-Unis soutiennent PDM et Vladimir Plahotniuc. Est-ce que c'est vrai ?

Les États-Unis sont un pays ouvert à toute personne ayant reçu un visa. De nombreux hommes et femmes politiques étrangers viennent à Washington. Par exemple, il y a quelques jours, le Conseil de l'Atlantique a accueilli l'ancienne première ministre ukrainienne Yulia Tymoshenko. Je suppose que le Conseil de l'Atlantique recevra bientôt un autre homme politique ukrainien représentant un autre parti. Cela ne signifie pas qu'ils soutiennent une force politique ou une autre. Le processus lui-même et le dialogue sont importants.

Chaque année en février, le Congrès organise un petit déjeuner de prière. Des centaines de d'hommes et femmes politiques étrangers y participent. Cela ne signifie pas que le gouvernement américain leur donne son soutien. Pour beaucoup d'entre eux, c'est le seul moyen d'aller aux États-Unis. Et beaucoup d'entre eux profitent cyniquement de cet événement pour être dans la même pièce que des hommes politiques américains et ensuite rentrer chez eux et montrer qu'ils ont rencontré, par exemple, l'un ou l'autre membre du Congrès ou un sénateur.

De nombreux hommes et femmes politiques moldaves de différents partis politiques se sont rendus à Washington ces dernières années. Cette semaine, votre président du Parlement, Candu, est à Washington. Cela ne signifie pas que les États-Unis soutiennent une quelconque force politique en Moldavie. Ce n'est pas notre rôle. Notre objectif est d'établir de bonnes relations bilatérales entre nos pays. Quand les ministres des affaires étrangères, les hommes et femmes politiques, viennent à Washington, habituellement nous les rencontrons. C'est mon travail en tant que diplomate - promouvoir les relations bilatérales avec des pays

comme l'Ukraine, la Géorgie, la Biélorussie, la Moldavie. Dans l'ensemble, il s'agit d'une question à poser au Conseil de l'Atlantique et non au département d'État américain.

Les leaders de l'opposition Maia Sandu et Andrea Năstase, d'autres politiciens moldaves, visitent également les États-Unis. Cependant, de nombreuses personnes en Moldavie se sont forgées l'opinion que les États-Unis, agissant en tant qu'acteur géopolitique, sont parfois prêts à fermer les yeux sur certaines activités antidémocratiques, s'ils trouvent une justification dans la lutte contre la Russie.

Je comprends ce que vous voulez dire : c'est ainsi que les gens perçoivent les actions des USA. Cependant, la réalité est que les États-Unis ne le font pas. Je comprends également que tout le monde en Moldavie n'a pas un accès égal aux médias libres. Nous ne choisissons pas les partis ni les hommes et femmes politiques. Ce droit appartient aux citoyens moldaves. Nous voulons que la Moldavie réussisse. Cependant, ce n'est pas notre choix. C'est le choix de la Moldavie.

« Le peuple moldave a le droit de choisir quels devraient être les principes de comportement des hommes et femmes politiques ».

D'après vos observations concernant la Moldavie, pouvez-vous citer un domaine dans lequel il y a eu des progrès évidents en Moldavie, et un autre dans lequel nous avons clairement fait un pas en arrière ces dernières années ?

Ce n'est pas à moi de juger des succès ou de la régression en Moldavie. C'est au peuple moldave d'en décider. Nous voulons voir la Moldavie comme un pays sûr, intégral, démocratique et libre dans une Europe libre et unie. Nous aimerions que les jeunes voient leur avenir en Moldavie et ne quittent pas le pays à la recherche d'une vie digne. Il est important qu'il existe en Moldavie un système judiciaire qui garantisse le respect des droits des citoyens moldaves et des investisseurs étrangers qui créent des emplois, afin que les citoyens moldaves ne quittent pas le pays. Lorsque nous parlons de l'intégralité de la République de Moldavie, il s'agit également de résoudre le conflit en Transnistrie.

Qu'est-ce qui peut faire avancer la question de la Transnistrie pour qu'elle puisse être réellement résolue ?

Au cours des dernières années, un certain progrès a effectivement été réalisé. Par exemple, l'enregistrement et la délivrance de plaques d'immatriculation neutres. Ou l'assurance du libre accès des agriculteurs [de la région de Dubasari] à leurs terres en Transnistrie. L'an dernier, un accord a été conclu sur huit points, dont cinq ont été mis en œuvre. Une autre question importante qui doit être résolue est celle des télécommunications.

Il n'y a pas eu, depuis près de 20 ans, d'avancées significatives pour résoudre la question de la Transnistrie, puis en un an et demi, des progrès ont été réalisés la décision politique et la question de la sécurité sont bien sûr les plus importantes. Mais il est également très important que, dans le cadre du format 5+2, les parties se parlent afin de tenter de résoudre des problèmes communs. Ici, l'on voit une dynamique positive.

L'actuel Parlement moldave, dont le mandat touche à sa fin, est considéré par beaucoup de personnes comme illégal. Environ 30 % des députés qui sont entrés au Parlement sur la liste d'un parti sont ensuite passés d'un parti à l'autre. Ou en se qualifiant d'indépendants, ils ont rejoint la majorité parlementaire du PDM. Si 30 % des membres du Congrès américain rejoignaient l'autre parti, quelle serait la réaction de la société américaine ?

Nous avons eu une situation où un sénateur pouvait influencer l'équilibre du pouvoir au Congrès. Et il a décidé de changer de parti. Il a décidé que, de cette façon, il serait mieux à même de représenter les intérêts des électeurs de son État. Il y a eu d'autres cas similaires, mais une fois seulement cela a réellement affecté la répartition du pouvoir au Congrès. Dans notre pays, il n'y a pas de démocratie directe, comme à Athènes il y a plus de 2 000 ans. Nous avons des Etats. Nous élisons des députés qui devraient représenter nos intérêts. Chacun d'entre eux représente ces intérêts comme il les entend.

Chaque pays peut modifier ses lois pour que les députés élus n'aient pas le droit de changer leurs préférences politiques. Aux États-Unis, les élus du peuple ont le droit de quitter le parti politique pour lequel ils ont été élus. Et si les électeurs n'aiment pas cela, ils ne voteront pas pour cette personne lors des prochaines élections. Dans votre région, il s'agit d'une question plus délicate, car le pourcentage de députés qui changent de parti est beaucoup plus élevé. Cependant, cela ne se produit pas uniquement en Moldavie. En fin de compte, ce droit appartient au peuple moldave, qui peut choisir les principes qui doivent s'appliquer aux hommes et femmes politiques et à la manière dont ceux-ci doivent représenter leurs intérêts.

Source : <http://newsmaker.md/rus/novosti/rassledovanie-vokrug-fonda-otkrytyy-dialog-eto-forma-politicheskogo-davleniya-inte-40537>